

Dernière modification mars 2015 par Agence Saint Domingue¹.

Les « Profils Genre Pays » ont pour objectif d'appuyer les équipes (siège et agences) à développer un dialogue et faciliter la mise en réseau avec nos partenaires dans les pays sur la question de l'intégration du genre dans les opérations de développement. Ces fiches ne sont pas exhaustives, mais se concentrent en priorité sur les secteurs d'intervention de la coopération française dans chaque pays, à savoir pour la République Dominicaine : la ville durable et la protection de l'environnement, le développement humain et la croissance économique durable domestique et régionale. Elles sont pensées comme un outil dynamique amené à évoluer avec la participation de l'agence, à même de combler des lacunes (surlignées en jaune dans le document) ou apporter des informations supplémentaires.

CONTEXTE

Enjeux de genre et indicateurs clés en lien avec les secteurs d'intervention de l'AFD

Education et formation professionnelle

- L'éducation est affichée comme l'une des priorités du gouvernement du Président Danilo Medina. En termes d'alphabétisation, les taux sont proches de 100% pour les jeunes filles (98.3%) et garçons (96.8%) entre 15 et 24 ans (2013, Banque Mondiale) ; et de 90% pour les femmes (91.3%) et les hommes (90.5%) âgés de plus de 15 ans (2013, Banque Mondiale). Au niveau primaire, la parité a presque été atteinte : le Global Gender Gap Report indique un ratio de scolarisation f-h de 96% en 2013. Au niveau secondaire et surtout au **niveau supérieur**, la tendance s'inverse : les filles sont plus scolarisées que les garçons. Le ratio f-h de scolarisation au niveau supérieur est de 159%, témoignant **d'importantes inégalités au détriment des hommes** : 42% des femmes par rapport à 26% des hommes sont scolarisés au niveau supérieur, les étudiantes représentent ainsi 62% des inscrits en université.

- **Formation supérieure et professionnelle**: D'après le Rapport Beijing +20 présenté par la République Dominicaine (2014), il est observé dans le cadre des formations proposées par l' « Instituto de Formación Técnica Profesional » (INFOTEP) que les femmes sont plus intéressées que les hommes par les formations techniques, mais que des stéréotypes de genre persistent dans la mesure où celles-ci se dirigent en priorité vers des domaines considérés « traditionnels »². Les femmes représentent plus de 90% des étudiants dans les cursus liés au service à la personne (infirmier, esthétique, service de chambre...) alors qu'elles ne sont que 11% à être inscrites dans les cursus de sciences et technologies pourtant porteurs sur le marché de l'emploi³.

Des initiatives, telles que la mise en place du centre de formation à destination des femmes de Los Alcarrizos (le « Centro de Capacitación de Los Alcarrizos María Teresa Quidiello ») par le Ministère de la Femme en partenariat avec la République de Chine (Taiwan), sont à noter.

Emploi et entrepreneuriat

- **Si les femmes sont en moyenne plus éduquées que les hommes, elles sont sous-représentées sur le marché du travail formel.** Le ratio f-h de participation au marché du travail en République Dominicaine (65% en 2012, Banque Mondiale) est largement inférieur à la moyenne régionale observée en Amérique Latine et aux Caraïbes (75% en 2012, Banque Mondiale), témoignant d'une participation des femmes (55% en 2013) sur le marché du travail inférieure à celle des hommes (83% en 2013). Les femmes sont également touchées en première ligne par le chômage : le taux de chômage en 2012 était de 21.5% pour les femmes par rapport à 10.1% pour les hommes (Banco Central, 2012).

NB : ces chiffres ne veulent pas dire que les femmes n'exercent pas une activité rémunérée. D'après le Rapport Beijing +20 de la République Dominicaine (2014), **l'emploi des femmes se caractérise par une forte concentration dans le secteur informel**, dans des activités à faible productivité, demandant peu de qualifications, des salaires bas, des conditions de travail précaires et l'absence de protection sociale. D'après le Bureau National des Statistiques (ONE) 51% des femmes employées le sont dans le secteur informel un phénomène qui touche également 60% des hommes. Le secteur des services emploie 50% des femmes actives, la moitié de ces emplois étant considérés comme faiblement qualifiés.

- **Entrepreneuriat féminin** : Il existe plusieurs programmes de soutien aux micro-entreprises dans le pays. De façon générale, il y a peu de données disponibles sur les micro-entreprises, car beaucoup d'entre elles ne sont pas inscrites/répertoriées en tant qu'entreprises formelles. A ce stade peu de données désagrégées par sexe sont donc disponibles (JICA, 2011). Il existe cependant des fonds mis à dispositions des micro-entreprises féminines, notamment de part de la FONDESA dont 40% des fonds destinés aux micro-entreprises sont réservés aux femmes entrepreneures, notamment dans les zones rurales. Par ailleurs, il existe plusieurs institutions spécialisées dans le micro-financement d'entreprises féminines, notamment ADOPEM (Dominican Association for the Woman Development), World Woman Bank, MUDE (Dominican Women in Development), FDD (Dominican Foundation of Development) et CDD (Dominican Development Center). En effet, si hommes et femmes ont des droits égaux en termes d'accès au crédit, en réalité ces dernières y ont plus difficilement accès (44% des microcrédits sont octroyés à des femmes).

- En 2013, **40%** des foyers sont dirigés par des femmes. Les foyers dirigés par des femmes sont particulièrement touchés

¹ Merci de mettre ces données à jour à la suite de chaque modification.

² Ces « domaines traditionnels » ne sont pas définis par les rapports.

³ Rosa Alcántara, "Mujeres no cesan lucha por su desarrollo e igualdad de género". Periódico Hoy, 6 Marzo 2012

par la pauvreté (comparé aux foyers dirigés par des hommes) puisqu'ils représentent 65% des foyers considérés comme pauvres dans le pays. (ENDESA, 2013).

Santé

- En 2007, **97.8% des accouchements sont assistés par du personnel de santé qualifié**. Si le taux de fertilité des femmes dominicaines est de 2.5 enfants par femmes (Banque Mondiale, 2012), le taux de fertilité des adolescentes est élevé. Quoiqu'en décroissance depuis 2007, le taux de fertilité des adolescentes en République Dominicaine (**99.6** naissances pour 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans) est supérieur à la moyenne observée en Amérique Latine et Caraïbes (**68.6**), et correspond au triple de la moyenne observée dans les pays à revenus moyens-élevés (Banque Mondiale, 2012). Le pays a mis en place un « Plan Nacional de Prevención de Embarazo en Adolescentes », coordonné par le Ministère de la Femme et mis en œuvre en partenariat avec le Ministère de la Santé.
- En 2007, le taux de prévalence contraceptive chez les femmes âgées de 15 à 49 ans était de 72.9% (Banque Mondiale). Ce taux tombe à 46% chez les jeunes âgées de 15 à 19 ans qui manquent d'accès et surtout d'éducation en termes de contraception (on estime que seuls 10% des élèves reçoivent une éducation sexuelle au cours de leur scolarité primaire et secondaire). Les femmes sont également plus nombreuses que les hommes à contracter le VIH (60% des malades). Toutefois, le gouvernement fait des progrès en termes d'investissements destinés à la santé des femmes, notamment en mettant en œuvre des programmes concernant la santé sexuelle et reproductive comme des campagnes de sensibilisation destinés aux **femmes et aux hommes** (JICA, 2011).
- En
- Par ailleurs, pour adresser le problème des violences basées sur le genre (d'après une enquête nationale, un quart des femmes sont concernées), notamment des **violences sexuelles et de la violence domestique**, le gouvernement a également développé une stratégie contre la violence domestique et mis en œuvre des politiques visant à améliorer le système de soin des victimes et augmenter la coordination entre les institutions concernées (notamment le Ministère de la Santé, la police et la justice) et leur réactivité (JICA, 2011). Dans les faits sur près de 65 000 plaintes déposées seules 4% ont débouché sur une procédure judiciaire.

Législation

- **Ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes** en 1982 et du Protocole CEDEF⁴ en 2001. La République Dominicaine a également ratifié la Convention Interaméricaine sur la Prévention, la Sanction et l'Élimination de la Violence à l'Égard des Femmes⁵ en 1996. Les Conventions Internationales du Travail du BIT protégeant les droits des femmes au travail ont également été ratifiées.
- La nouvelle constitution adoptée en 2010 est considérée plus « inclusive » que la précédente. Elle établit le principe d'égalité entre les femmes et les hommes et condamne toutes les formes de discrimination (article 39). L'article 42 réitère le droit des femmes à vivre une vie libre de violence.
- Le viol est un crime passible de 10 à 15 ans de prison, et jusqu'à 20 ans si la victime est une « personne vulnérable ». Le harcèlement sexuel est également considéré comme un crime, pouvant être puni d'amendes et d'une année de prison. En 1997, la loi 24-97 a modifié le Code Pénal afin de combattre la violence domestique : depuis la violence intrafamiliale est considérée comme un délit, passible d'amendes et jusqu'à trente ans de prison. **NB** : le viol conjugal est explicitement reconnu et condamné.
- Depuis décembre 2014 la promulgation de la loi 550-14 dépénalise l'avortement thérapeutique en cas de mise en péril de la vie de la mère alors que jusqu'à présent tout recours à l'avortement était sanctionné. Les discussions sur la dépénalisation de l'avortement en cas de viol, d'inceste, de malformations majeures incompatibles avec la vie, se poursuivent en 2015.
- **Le Code Civil garantit aux femmes et aux hommes des droits égaux**, notamment en ce qui concerne **l'héritage** (article 745 et 767) et **le droit à la propriété** (articles 544, 1421 et 1422). **NB** : si les femmes ont le droit à la terre depuis 1997, des problèmes historiques de concentration de la terre persistent et la répartition reste très inégale, affectant les femmes et les hommes.
- Le régime de mariage par défaut est celui de la communauté de biens partielle. **L'administration des biens revient aux deux époux** : la vente, ou l'hypothèque par exemple ne peuvent se faire sans le consentement des deux parties (article 1241, Code Civil).

⁴ Protocole facultatif prévoyant que « des communications peuvent être présentées par des particuliers (...) qui affirment être victimes d'une violation par cet Etat Partie d'un des droits énoncés dans la Convention (CEDEF) ».

⁵ Connue sous le nom de « Convention de Belém do Para », elle est entrée en vigueur en 1995. Cette convention la violence à l'égard des femmes en y incluant les dimensions physiques, sexuelles et psychologiques, à la fois dans les sphères publiques et privées. Elle reconnaît que la violence contrevient au respect de tous les autres droits des femmes et enjoint les États parties à mettre en place des mesures pour prévenir, punir et éradiquer toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Enfin, elle introduit des mécanismes interaméricains pour faire respecter ces engagements.

- **Le gouvernement** a mis en place des quotas pour promouvoir la participation politique des femmes aux niveaux national et municipal. Par exemple, les femmes doivent représenter 33% des listes électorales des partis politiques ; il a cependant été observé que les partis ont tendance à mettre les femmes à la fin des listes. Notons que les femmes n'occupent que 21% des sièges parlementaires et 13% des positions ministérielles (Global Gender Gap Report, 2013).

Stratégies nationales (globales, sectorielles, spécifiques sur le genre)

D'après une enquête menée auprès des dominicains et dominicaines, les mesures prises en faveur des femmes sont parmi les trois secteurs publics d'intervention dans lesquels le gouvernement actuel est jugé comme ayant pris les meilleures initiatives (avec l'éducation et la construction d'infrastructures).

- **Plan Nacional de Igualdad y Equidad de Género II 2007-2017**, (PLANEG II 2007-2017): ce plan stratégique établit sur 10 ans a pour objectif de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes à travers l'intégration d'une perspective de genre dans tous les secteurs de politiques publiques. La stratégie est basée sur sept thèmes : (1) la promotion d'une culture d'égalité et d'équité de genre, (2) la garantie de tous les droits des femmes, (3) l'autonomisation économique des femmes, (4) la promotion du leadership, la participation et la représentation politique et sociale des femmes, (5) l'accès et le contrôle des femmes aux biens et services de qualité, (6) l'éradication de toutes les formes de violences contre les femmes et (7) la promotion de la participation des femmes à la société de l'information et des connaissances.

Document disponible [ici](#).

Ce Plan n'a guère pu être opérationnalisé jusqu'à présent faute de ressources humaines et financières adéquates (moins de 2% du Budget National est dédié au Ministère de la Femme, entité chargée de sa mise en œuvre).

- **Documents stratégiques sectoriels incluant la promotion de l'égalité de genre dans leurs actions et objectifs:**

Estrategia Nacional de Desarrollo 2010-2030 : la « construction d'une culture d'égalité et d'équité entre les hommes et les femmes » fait partie des objectifs explicites de cette stratégie.

Document disponible [ici](#).

Plan Decenal de Educación 2008-2018 : l'égalité de genre s'est constitué comme un principe directeur de ce plan d'éducation.

Document disponible [ici](#).

ACTEURS NATIONAUX

Responsabilités institutionnelles sur le genre

- **Ministerio de la Mujer** (Ministère de la Femme): l'ancien Secrétariat d'Etat de la Femme est transformé en Ministère de la Femme en 2010. Ce Ministère est défini comme l'organisme responsable de la coordination des politiques, plan et programmes cherchant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

Contact à compléter

La liste des contacts des bureaux provinciaux et municipaux est disponible [ici](#).

Ministères sectoriels: en 2010, le décret No. 974-01 établit qu'il est obligatoire pour tous les ministères de créer un Bureau de l'Équité de Genre et du Développement (Oficina de Equidad de Género y Desarrollo, OEGD).

- **Ministerio de la Juventud**, Oficina de Equidad de Género y Desarrollo.

Plus d'informations [ici](#).

Damnia Gomera

Coordinador Programa Conformación de los Consejos de la Juventud

dgomera@juventud.gob.do

Cel.: 829-933-4480 / Tel.: 809-508-7227 Ext. 252

- **Ministerio de Educacion**, Oficina de Equidad de Género y Desarrollo?

Contact à compléter.

- **Ministerio de Educacion Superior Ciencia y Tecnologia**, Oficina de Equidad de Género y Desarrollo?

Contact à compléter. Le bureau n'a pas encore été créé

- **Ministerio de Salud Publica**, Oficina de Equidad de Género y Desarrollo?

Contact à compléter.

- **Ministerio de Trabajo**, Oficina de Equidad de Género y Desarrollo?

Contact à compléter.

• **Comisión Nacional para la Prevención y Lucha contra la Violencia Familiar (CONAPLUVI)** : la Commission Nationale pour la Prévention et la Lutte contre la Violence Familiale regroupe les différents acteurs du système de prévention et sanction de la violence. Dans ce contexte ont été mis en place quatorze Unités de Prévention et Attention Intégrale aux Victimes de Violence.

Contacts à compléter

Autres acteurs nationaux (recherche, ONG...)

• **Centro de Investigacion para la Accion Feminina (CIPAF)**: centre de recherche-action féministe. Fondé en 1980, les trois axes d'action de ce centre sont : (1) le genre et les politiques publiques, (2) l'éducation et la formation et (3) l'information et la formation.

C/ Hernan Suarez No. 5, Bloque 3 , Cacique II.
Santo Domingo, D.N. República Dominicana. Código postal 1744
809-535-2696 • Fax: 809-535-3599

Contact : Magaly Pineda - magalip@gmail.com

• **Observatorio de ejercicio ciudadano de las mujeres** : organe chargé notamment du programme "Ciudadania activa de las Mujeres" sur le respect des droits humains des femmes. Partenaires : CIPAF, Colectiva Mujer y Salud (voir ci-dessous) et Union Européenne.

• **Colectiva Mujer y Salud**: organisation féministe qui « défend les droits humains des femmes, promeut des changements idéologiques, sociaux et culturels pour éradiquer la subordination ». Partenaires : FNUAP, Oxfam, CIPAF, OIM, AECID, Union Européenne, Christian Aid.

Adresse: C/ José Gabriel Garcia #501 Esq. Calle Cambronal Ciudad Nueva, DN, República Dominicana 89113

Téléphone : (809)527-0145

Contact : Sergia Galvan

• **Mujeres en Desarrollo Dominicana, Inc (MUDE)**: organisation dont la mission est de "contribuer à élever la qualité de vie des personnes ayant peu de revenus, en particulier les femmes dominicaines, et promouvoir leur participation égalitaire dans la société ». Projets basés sur deux axes : le développement économique (projet de microcrédit, individuel et collectif) et le développement social (organisation rurale, formation, santé et nutrition, infrastructure et assainissement, environnement). Plus d'informations sur les projets disponibles [ici](#).

- **Directrice executive : Sarah Julia Jorge.** **Contact à compléter.**

- **Oficina Central en Santo Domingo**

Dirección: Calle Juan Tomás Mejía y Cotes esquina Paseo Las Palmas No. 2, Arroyo Hondo, Santo Domingo
Teléfono: 809.563.8111. Fax: 809.567.0752. Correo: mudedom@mude.org.do

- **Oficina en Barahona**

Dirección: Prolongación Don Bosco No. 1, Urbanización Blanquizales, Barahona
Teléfono: 809.524.3228. Correo: centrobarahona@mude.org.do

- **Oficina en San Juan**

Dirección: Calle Mella No. 11 esquina Diego Velásquez (Oficinas del Hotel Taíno), San Juan
Teléfono: 809.557.5459. Fax: 809.557.5459. Correo: jramirez@mude.org.do

• **Asociación Dominicana para el Desarrollo de la Mujer (ADOPEM)**: la principale activité de ADOPEM est le Centre de Formation (Centro de Capacitacion), au sein duquel sont implémentés des programmes de formation, des projets et des activités qui sont dirigés principalement aux femmes, jeunes et personnes du secteur de la micro et petite entreprise.

Av. Ortega & Gasset #48, Frente al Centro Olimpico Juan Pablo Duarte Santo Domingo, Republica Dominicana

Teléfono: 809-563-0926. Fax: 809-563-0721

Contact à compléter.

• **Profamilia**: ONG pionnière dans les services de santé sexuelle et santé reproductive, proposant également de nombreux services de santé.

Adresse: Calle Socorro Sánchez #160, Gazcue, Apartado Postal 1053, República Dominicana, Distrito Nacional.

Téléphone : (809) 689-0141. Fax : (809) 686-8276.

Contact à compléter.

• **Mujeres Unidas en Desarrollo "Manos bendicidas por Dios"**: coopérative de femmes de El Cercado. Cette coopérative a participé en octobre 2014 à une foire nationale de la microfinance.

Contacts: Pura D´ Oleo et Martha Montero. **Contact à compléter.**

ACTEURS INTERNATIONAUX (Contacts, projets, littérature)

ONG internationales intervenant sur le genre

- **Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de la Mujer (CLADEM)**: créée en 1987 suite à la Conférence Mondiale des Femmes de Nairobi (1985), CLADEM est un réseau féministe qui cherche à contribuer aux droits des femmes en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

Coordinatrices du “Grupo de Enlace del CLADEM República Dominicana”:

Laura Betron: lauracbd@gmail.com

Magaly Pineda: magalijpt@gmail.com

- **SENDASAL, Género y desigualdad en América Latina**: initiative de BRIDGE, basée en Uruguay, qui se constitue comme plateforme de création et partage d’informations sur les questions de genre en Amérique Latine et Caraïbes. Tel +598 2410 1587 | Jackson 881/401 - CP 11200 | Montevideo, Uruguay

Organisations internationales et bailleurs intervenant sur le genre

ONU Mujeres

Miosotis Rivas Peña, National Gender Advisor

Av. César Nicolás Penson, #102^a, Santo Domingo, Dominican Republic

Tel: 829 954-9204

E-mail: Miosotis.rivas@unwomen.org

PNUD

Raissa Crespo, Responsable programmes, point focal genre. Email : raissa.crespo@undp.org

UNFPA

Sonia Vasquez, Directrice Email : svasquez@unfpa.org

Jeannie Lorena Ferreras Gómez

National Programme Officer – Gender and Youth

United Nations Population Fund

Tel: 809 537 0909 ext. 269

Email : ferrerasgomez@unfpa.org

Banque Interaméricaine de Développement

Contact point focal genre ?

Banque Mondiale

Contact point focal genre ?

Commission Européenne

Contact point focal genre ?

AECID

Micaela Parras Serradilla

Head of Programs-Gender focal point

c/ Dr. Delgado No. 166

Zona Postal 10205, Santo Domingo, Republica Dominicana

Tel : 809 689 5090

Email : Micaela.parras@aecid.org.do

Organización de Estados Americanos

Comisión Interamericana de Mujeres (CIM) : commission créée en 1928, c’est le premier organisme intergouvernemental créé pour assurer la reconnaissance des droits humains des femmes. Elle est constituée de 34 délégué.es (une pour chaque membre de l’OEA) et s’est convertie en un forum important de débat et formulation de politiques sur le droit des femmes et l’égalité de genre.

Programme de réunions disponible [ici](#).

Contact à compléter.

Projets sur le genre des ONG, organisations internationales et bailleurs

Education et formation professionnelle

Union Européenne, Formation professionnelle et promotion de l’emploi pour les femmes chefs de famille. Monte Plata.

Contact à compléter.

Santé et protection sociale

MUDE, Education et santé reproductive. Barahona

Contact à compléter.

MUDE, Education et santé reproductive pour les jeunes femmes. Barahona et Bahoruco.

Contact à compléter.

FNUAP, AECID, Union Européenne, Ambassade de Taiwan, Campagne contre les Violences à l'Egard des Femmes : appui au Ministère de la Femme pour la mise en œuvre de cette campagne. Plus d'informations [ici](#).

Contact à compléter.

PNUD, ONU Femmes, Gabinete de Coordinacion de Politicas Sociales : Piso de Proteccion Social y Género. Initiative conjointe du PNUD, d'ONU Femmes et de l'OIT, cherchant à contribuer à la réflexion sur les modèles de sécurité sociales, d'après une approche genre. In fine, il s'agit de promouvoir l'incorporation d'une perspective de genre dans les politiques sociales et les initiatives gouvernementales. Période du projet : Novembre 2013 – Juillet 2014. Plus d'informations [ici](#).
Contact : Raissa Crespo. Email : raissa.crespo@undp.org

Autres

PNUD, Dialogo Politico de Género : projet ayant pour objectif d'établir des alliances stratégiques et des espaces de concertation pour produire des réformes politiques et électorales et des changements qui peuvent contribuer à augmenter la présence des femmes, la représentation de leurs intérêts et la définition d'agendas publiques de genre. Période du projet : avril 2014 – mars 2015. Plus d'informations [ici](#).
Contact : Raissa Crespo. Email : raissa.crespo@undp.org

PNUD, Ministère de la Femme, Sellos de Igualdad de Género : Sistema de Gestion de Igualdad de Género en las Empresas y Organizaciones. Initiative pilote cherchant à promouvoir la prise en compte du genre par les entreprises et les organisations. Plus d'informations [ici](#).
Contact : Raissa Crespo. Email : raissa.crespo@undp.org

AECID, Projet de renforcement institutionnel du Ministère des Femmes. Projet durant 10 ans et concernant les localités suivantes : La Romana, Dajabón, Sánchez Ramírez, Pedernales y Bahoruco.

Contact à compléter.

Travaux de production de connaissance

Rapport Beijing +20 République Dominicaine : Informe de la República Dominicana sobre la Aplicación de la Declaración y Plataforma de Acción de Beijing (1995) y los resultados del vigésimo tercer período extraordinario de sesiones de la Asamblea General (2000) en el contexto del 20º aniversario de la Cuarta Conferencia Mundial sobre la Mujer y la aprobación de la Declaración y Plataforma de Acción de Beijing 2015. **Document (en espagnol) disponible [ici](#).**